

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/201253]

13 FEVRIER 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution des articles 5 à 7 du décret du 10 juillet 2013 relatif aux centres d'insertion socioprofessionnelle

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu le décret du 10 juillet 2013 relatif aux centres d'insertion socioprofessionnelle, plus particulièrement les articles 5 à 7;

Sur la proposition du Ministre de la Formation;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. § 1^{er}. En application de l'article 7 du décret du 10 juillet 2013 relatif aux centres d'insertion socioprofessionnelle, ci-après dénommé « décret », les documents et attestations nécessaires à l'appréciation des conditions visées aux articles 5 et 6 du décret sont :

1° pour le stagiaire visé à l'article 5, alinéa 1^{er}, 1°, du décret, les documents suivants :

a) l'attestation émanant de l'Office prouvant l'inscription comme demandeur d'emploi au sein de l'Office, ci-après dénommé « le document A 23 »;

b) une déclaration sur l'honneur du stagiaire attestant qu'il dispose au maximum du certificat d'enseignement secondaire du deuxième degré ou d'un titre équivalent;

2° pour le stagiaire visé à l'article 5, alinéa 1^{er}, 2°, du décret, l'attestation émanant de l'Office prouvant l'inscription comme demandeur d'emploi au sein de l'Office reprenant la ou les périodes d'inscription sur une période de référence de vingt-quatre mois;

3° pour le stagiaire visé à l'article 5, alinéa 1^{er}, 3°, du décret, le document A 23 et le certificat médical délivré par un médecin reconnu et affilié auprès de l'Institut national d'assurances maladie-invalidité ainsi que :

a) pour le stagiaire visé à l'article 5, alinéa 1^{er}, 3°, a), du décret, l'attestation émanant de l'agence, l'Office ou le Fonds précisant qu'il est enregistré auprès d'un de ces organismes et qu'il fait l'objet d'une décision d'intervention de leur part;

b) pour le stagiaire visé à l'article 5, alinéa 1^{er}, 3°, b), du décret, une attestation du Fonds des accidents du travail ou de l'Office médico-social de l'Etat certifiant que le stagiaire a été victime d'un accident du travail qui a entraîné une incapacité d'au moins 30 %;

c) pour le stagiaire visé à l'article 5, alinéa 1^{er}, 3°, c), du décret, une attestation du Fonds des maladies professionnelles certifiant que le stagiaire a été victime d'une maladie professionnelle qui a entraîné une incapacité d'au moins 30 %;

d) pour le stagiaire visé à l'article 5, alinéa 1^{er}, 3°, d), du décret, une copie du jugement délivrée par le greffe du tribunal certifiant que le stagiaire a été victime d'un accident de droit commun qui a entraîné un handicap ou une incapacité d'au moins 30 %;

e) pour le stagiaire visé à l'article 5, alinéa 1^{er}, 3°, e), du décret, une copie de la décision de l'organe assureur certifiant que le stagiaire a été victime d'une maladie ou d'un accident domestique qui a entraîné une incapacité permanente d'au moins 30 %;

f) pour le stagiaire visé à l'article 5, alinéa 1^{er}, 3°, f), du décret, une copie de la décision de la Direction générale Personnes handicapées du Service public fédéral Sécurité sociale attestant de l'octroi d'une allocation de remplacement de revenu ou d'intégration en vertu de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés;

4° pour le stagiaire visé à l'article 5, alinéa 1^{er}, 4°, du décret, une attestation de l'établissement pénitentiaire ou de l'institut de défense sociale autorisant le stagiaire incarcéré ou interné à suivre la formation organisée par le décret dès lors que le stagiaire est susceptible, dans les trois ans, d'être libéré ou d'être placé en détention limitée ou de bénéficier d'une libération conditionnelle;

5° pour le stagiaire visé à l'article 5, alinéa 1^{er}, 5°, du décret, les documents suivants :

a) le titre de séjour de la personne en cours de validité;

b) une déclaration écrite du stagiaire attestant qu'il dispose au maximum du certificat d'enseignement secondaire du deuxième degré ou d'un titre équivalent;

6° pour le stagiaire visé à l'article 5, alinéa 1^{er}, 6°, le document A23 et une attestation du centre public d'action sociale précisant que la personne bénéficie de l'article 60, § 7, de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'action sociale;

7° pour le stagiaire visé à l'article 6 du décret, les documents suivants :

a) le document A 23;

b) une déclaration sur l'honneur du stagiaire attestant qu'il dispose au maximum du certificat d'enseignement secondaire supérieur ou d'un titre équivalent.

§ 2. Le Ministre est habilité à modifier et à préciser les documents et attestations visés au paragraphe 1^{er} au regard de l'évolution des textes législatifs, décrets et réglementaires.

En cas d'entrée en formation de plusieurs stagiaires à une date identique, le document A23 et celui visé au paragraphe 1^{er}, 2°, peuvent être établis de façon collective par l'Office.

Art. 2. Les documents et attestations visés à l'article 1^{er} doivent être communiqués au centre par le stagiaire ou l'Office, chacun pour ce qui le concerne, dans un délai maximal de 15 jours qui suit l'entrée en formation du stagiaire, à l'exception des stagiaires visés à l'article 5, 5^o, qui doivent fournir leur titre de séjour dès l'entrée en formation.

Au plus tard la veille de l'entrée en formation du stagiaire, le centre adresse à l'Office une demande concernant la vérification de l'appartenance à l'une des conditions d'éligibilité du stagiaire, telles que visées aux articles 5 et 6 du décret. Le centre précise dans la demande adressée à l'Office à quelle condition d'éligibilité répond le stagiaire.

L'Office communique au centre les documents et attestations visés à l'article 1^{er} relevant de sa compétence dans un délai maximal de 15 jours qui suit la demande visée à l'alinéa 1^{er}.

Le centre, dans l'attente de la réception des documents et attestations précités, sollicite de la part du stagiaire une déclaration sur l'honneur, dont le modèle figure en annexe du présent arrêté, par laquelle il atteste appartenir à l'une des conditions d'éligibilité telles que visées aux articles 5 ou 6 du décret. La déclaration sur l'honneur du stagiaire reste valable jusqu'au jour de la réception par le centre des documents et attestations visés à l'article 1^{er}. La déclaration sur l'honneur rend éligibles les heures de formation dispensées par le centre dans le cadre de son agrément.

Si le stagiaire ne répond pas aux conditions d'éligibilité après vérification par le Forem des documents et attestations visés à l'article 1^{er} ou si le stagiaire ne les fournit pas au centre dans le délai requis, à moins que les administrations compétentes pour l'émission des documents et attestations ne sollicitent un délai supplémentaire, le stagiaire ne peut pas poursuivre la formation entamée.

Art. 3. Par dérogation à l'article 1^{er}, en ce qui concerne les stagiaires entrés en formation entre le 1^{er} janvier 2014 et la date de publication du présent arrêté, la vérification du respect des conditions visées aux articles 5 et 6 du décret s'effectue sur la base de la déclaration sur l'honneur telle que jointe en annexe à l'exception des stagiaires visés à l'article 5, 5^o, qui doivent fournir leur titre de séjour.

Art. 4. Si le stagiaire a effectué volontaire une fausse déclaration sur l'honneur en vue de suivre une formation organisée par ou en vertu du décret et ne répond pas aux conditions des articles 5 et 6 du décret, le centre met fin immédiatement à la formation du stagiaire.

Le centre informe le stagiaire, dès son entrée en formation, qu'il sera mis fin immédiatement à sa formation en cas de fausse déclaration sur l'honneur volontaire émise par ce dernier.

Art. 5. Le présent arrêté produit ses effets 1^{er} janvier 2014.

Art. 6. Le Ministre de la Formation professionnelle est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 13 février 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,
A. ANTOINE

ANNEXE RELATIVE A LA DECLARATION SUR L'HONNEUR

Nom et prénom du stagiaire

Date de naissance

Adresse

Numéro d'inscription au registre national ou au registre des étrangers

Objet : attestation sur l'honneur sur le respect des conditions d'éligibilité relatives aux centres d'insertion socioprofessionnelle

Je soussigné (prénom, nom à préciser) atteste sur l'honneur me trouver dans une des situations suivantes [1] :

- être demandeur d'emploi inoccupé, non soumis à l'obligation scolaire, et disposer au maximum du certificat d'enseignement secondaire du deuxième degré [2] ou d'un titre équivalent;

- être demandeur d'emploi inoccupé, non soumis à l'obligation scolaire, et disposer au maximum du certificat d'enseignement secondaire supérieur ou d'un titre équivalent (stagiaire sous dérogation);

- être demandeur d'emploi inoccupé pendant au moins 18 mois au cours des 24 mois qui précèdent la date de l'entrée en formation, non soumis à l'obligation scolaire;

- être demandeur d'emploi inoccupé, non soumis à l'obligation scolaire, considéré comme médicalement apte [3] à suivre une formation auprès d'un CISP et répondre à une des conditions suivantes [4] :

- être en possession d'une décision de l'Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées [5] et avoir fait l'objet d'une décision d'intervention de la part de celle-ci;

- être victime d'un accident du travail et avoir une incapacité d'au moins 30 %;

- avoir été victime d'une maladie professionnelle et avoir une incapacité d'au moins 30 %;

- avoir été victime d'une maladie ou d'un accident de droit commun et avoir un handicap ou une incapacité d'au moins 30 %;

- avoir été victime d'une maladie ou d'un accident domestique et avoir une incapacité permanente d'au moins 30 %;

- bénéficiaire d'une allocation de remplacement de revenu ou d'intégration en vertu de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés,

- être incarcéré ou interné dans un établissement pénitentiaire ou un institut de défense sociale, et susceptible, dans les trois ans, d'être libérée ou d'être placée en détention limitée ou de bénéficier d'une libération conditionnelle;

- être de nationalité étrangère séjournant légalement sur le territoire belge, conformément à la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, et qui dispose au maximum du certificat de l'enseignement secondaire du deuxième degré ou d'un titre équivalent;

- être inscrite comme demandeur d'emploi et bénéficiaire de l'article 60, § 7, de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'action sociale.

En cas de fausse déclaration volontaire du stagiaire dans l'objectif de suivre une formation organisée par le centre d'insertion socioprofessionnelle, le centre met fin immédiatement à la formation du stagiaire.

Fait à (lieu de la ville à préciser), le (date du jour à préciser).

Signature du stagiaire

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 février 2014 portant exécution des articles 5 à 7 du décret du 10 juillet 2013 relatif aux centres d'insertion socioprofessionnelle.

Namur, le 13 février 2014.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,

A. ANTOINE

Notes

[1] Cocher la situation adéquate.

[2] CESDD est délivré à l'issue de la quatrième année d'enseignement secondaire réussie.

[3] Disposer de l'aptitude physique et des capacités nécessaires à l'exercice des activités prévues dans le cadre de la formation.

[4] Si vous avez coché cette situation, cocher également une des 6 situations en italique vous correspondant.

[5] Ou de l'Office de la Communauté germanophone pour les personnes handicapées soit le « Fond bruxellois pour les Personnes handicapées » ou du « Vlaams Fund voor Sociale Integratie van Personen met een Handicap » pour les stagiaires issus d'une autre Région.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/201253]

13 FEBRUARI 2014. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van de artikelen 5 tot 7 van het decreet van 10 juli 2013 betreffende de centra voor socioprofessionele inschakeling

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op het decreet van 10 juli 2013 betreffende de centra voor socioprofessionele inschakeling, inzonderheid op de artikelen 5 tot 7;

Op de voordracht van de Minister van Vorming;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. § 1. Overeenkomstig artikel 7 van het decreet van 10 juli 2013 betreffende de centra voor socioprofessionele inschakeling, hierna "decreet" genoemd, zijn de documenten en attesten die nodig zijn om na te gaan of de voorwaarden bedoeld in de artikelen 5 en 6 vervuld zijn:

1° voor de stagiair bedoeld in artikel 5, eerste lid, 1°, van het decreet, de volgende documenten :

a) het attest van de Dienst, waarbij de inschrijving als werkzoekende binnen de Dienst wordt bewezen, hierna "het document A 23" genoemd;

b) een verklaring op erewoord van de stagiair waaruit blijkt dat hij over hoogstens een getuigschrift van het secundair onderwijs van de tweede graad of een gelijkwaardig diploma beschikt;

2° voor de in artikel 5, eerste lid, 2°, van het decreet bedoelde stagiair, het attest van de Dienst dat de inschrijving als werkzoekende binnen de Dienst bewijst en de inschrijvingsperiode(s) over een referentieperiode van vierentwintig maanden vermeldt;

3° voor de in artikel 5, eerste lid, 3°, van het decreet bedoelde stagiair, het document A 23 en het medisch getuigschrift afgegeven door een erkende arts aangesloten bij het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering alsook :

a) voor de in artikel 5, eerste lid, 3°, a) van het decreet bedoelde stagiair, het attest van het agentschap, de Dienst of het Fonds, waarin wordt bepaald dat hij bij één van die instellingen geregistreerd is en dat hij het voorwerp uitmaakt van een beslissing tot tegemoetkoming van die instellingen;

b) voor de in artikel 5, eerste lid, 3°, b) van het decreet bedoelde stagiair, een attest van het Fonds voor Arbeidsongevallen of van de Medisch-Sociale Rijksdienst, waaruit blijkt dat de stagiair het slachtoffer van een arbeidsongeval is geweest, dat een ongeschiktheid van ten minste 30 % als gevolg heeft gehad;

c) voor de in artikel 5, eerste lid, 3°, c) van het decreet bedoelde stagiair, een attest van het Fonds der Beroepsziekten, waaruit blijkt dat de stagiair het slachtoffer van een beroepsziekte is geweest, die een ongeschiktheid van ten minste 30 % als gevolg heeft gehad;

d) voor de in artikel 5, eerste lid, 3°, d) van het decreet bedoelde stagiair, een afschrift van het vonnis afgeleverd door de griffie van de rechtbank waaruit blijkt dat de stagiair het slachtoffer van een ongeval van gemeen recht is geweest dat een handicap of een ongeschiktheid van ten minste 30 % als gevolg heeft gehad;

e) voor de in artikel 5, eerste lid, 3^o, e) van het decreet bedoelde stagiair, een afschrift van de beslissing van de verzekeringsinstelling waaruit blijkt dat de stagiair het slachtoffer van een ziekte of van een ongeval thuis is geweest die/dat een blijvende ongeschiktheid van ten minste 30 % als gevolg heeft gehad;

f) voor de in artikel 5, eerste lid, 3^o, f) van het decreet bedoelde stagiair, een afschrift van de beslissing van de Directie-generaal Personen met een Handicap van de Federale Overheidsdienst Sociale Zekerheid waarbij de toekenning van een inkomensvervangende tegemoetkoming of een integratietoelage krachtens de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten wordt bewezen;

4^o voor de in artikel 5, eerste lid, 4^o, van het decreet bedoelde stagiair, een attest van de strafinrichting of het instituut voor sociale bescherming waarbij de opgesloten of geïnterneerde stagiair ertoe gemachtigd wordt om de bij het decreet georganiseerde opleiding te volgen voor zover hij binnen drie jaar in vrijheid gesteld of in beperkte detentie geplaatst kan worden of een voorwaardelijke invrijheidstelling kan genieten;

5^o voor de stagiair bedoeld in artikel 5, eerste lid, 5^o, van het decreet, de volgende documenten :

a) de geldige verblijfsvergunning van de persoon;

b) een schriftelijke verklaring van de stagiair waaruit blijkt dat hij over hoogstens een getuigschrift van het secundair onderwijs van de tweede graad of een gelijkwaardig diploma beschikt;

6^o voor de stagiair bedoeld in artikel 5, eerste lid, 6^o, van het decreet, het document A23 en een attest van het openbaar centrum van maatschappelijk welzijn waarin wordt bepaald dat de persoon in aanmerking komt voor artikel 60, paragraaf 7, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

7^o voor de stagiair bedoeld in artikel 6 van het decreet, de volgende documenten :

a) het document A 23;

b) een verklaring op erewoord van de stagiair waaruit blijkt dat hij over hoogstens een getuigschrift van het hoger secundair onderwijs of een gelijkwaardig diploma beschikt.

§ 2. De Minister wordt ertoe gemachtigd om de in § 1 bedoelde documenten en attesten te wijzigen ten opzichte van de ontwikkeling van de wetgevende, decreet- en regelgevende teksten.

Indien verschillende stagiairs op dezelfde datum de opleiding beginnen te volgen, kunnen het document A 23 en het in § 1, 2^o, bedoelde document gezamenlijk door de Dienst opgemaakt worden.

Art. 2. De in artikel 1 bedoelde documenten en attesten moeten door de stagiair of de Dienst, ieder wat hem betreft, aan het centrum meegegeven worden binnen een maximale termijn van 15 dagen na het moment waarop de stagiair zijn opleiding begint te volgen, met uitzondering van de in artikel 5, 5^o, bedoelde stagiairs die hun verblijfsvergunning moeten overleggen zodra ze hun opleiding beginnen te volgen.

Uiterlijk de dag vóór de datum waarop de stagiair zijn opleiding begint te volgen, richt het centrum de Dienst een aanvraag over de verificatie van het voldoen aan één van de voorwaarden voor het in aanmerking komen van de stagiair zoals bedoeld in de artikelen 5 en 6 van het decreet. Het centrum bepaalt in de aanvraag gericht aan de Dienst aan welke voorwaarden voor het in aanmerking komen de stagiair voldoet.

De Dienst deelt de in het eerste lid bedoelde documenten en attesten waarvoor hij bevoegd is, aan het centrum mede binnen een maximale termijn van 15 dagen na de in het eerste lid bedoelde aanvraag.

In afwachting van de bovenvermelde documenten en attesten vraagt het centrum een verklaring op erewoord waarvan het model in bijlage bij dit besluit wordt bepaald, aan de stagiair; daarmee bewijst hij dat hij aan één van de in de artikelen 5 en 6 van het decreet bedoelde voorwaarden voor het in aanmerking komen voldoet. De verklaring op erewoord van de stagiair blijft geldig tot de dag waarop het centrum de in het eerste lid bedoelde documenten en attesten ontvangt. De verklaring op erewoord dekt de opleidingsuren gegeven door het centrum in het kader van zijn erkenning.

Indien de stagiair aan de voorwaarden voor het in aanmerking komen niet voldoet nadat de Forem de in het eerste lid bedoelde documenten en attesten heeft geverifieerd, of indien de stagiair ze niet aan het centrum overmaakt binnen de vereiste termijn terwijl ze beschikbaar zijn, mag hij de begonnen opleiding niet meer volgen.

Art. 3. In afwijking van artikel 1 en wat betreft de stagiairs die tussen 1 januari 2014 en de datum van bekendmaking van dit besluit met de opleiding zijn begonnen, wordt de verificatie van de naleving van de in de artikelen 5 en 6 van het decreet bedoelde voorwaarden verricht op grond van de verklaring op erewoord zoals ze in bijlage wordt gevoegd, met uitzondering van de in artikel 5, 5^o, bedoelde stagiairs die hun verblijfsvergunning moeten overleggen.

Art. 4. Indien de stagiair opzettelijk een valse verklaring op erewoord heeft gedaan om een bij of krachtens het decreet georganiseerde opleiding te volgen en niet aan de in de artikelen 5 en 6 van het decreet bedoelde voorwaarden voldoet, maakt het centrum onmiddellijk een einde aan de opleiding van de stagiair.

Art. 5. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2014.

Art. 6. De Minister van Beroepsopleiding is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 13 februari 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,
A. ANTOINE

BIJLAGE BETREFFENDE DE VERKLARING OP EREWOORD

Naam en voornaam van de stagiair

Geboortedatum

Adres

Inschrijvingsnummer in het rijksregister of in het vreemdelingenregister

Doel: verklaring op erewoord over de naleving van de voorwaarden voor het in aanmerking komen betreffende de centra voor socioprofessionele inschakeling

Ik ondergetekende (nader te bepalen voornaam, naam), verklaar op erewoord dat ik me in één van de volgende toestanden [1] bevind :

- 1° een niet-werkende en niet-schoolplichtige werkzoekende zijn en over hoogstens een getuigschrift van het secundair onderwijs van de tweede graad [2] of een gelijkwaardig diploma beschikken;

- een niet-schoolplichtige en niet-werkende werkzoekende zijn en over hoogstens een getuigschrift van het hoger secundair onderwijs of een gelijkwaardig diploma beschikken;

- een niet-schoolplichtige en niet-werkende werkzoekende zijn gedurende minstens 18 maanden in de loop van de 24 maanden die voorafgaan aan de datum waarop de opleiding is begonnen;

- een niet-schoolplichtige en niet-werkende werkzoekende zijn, die medisch in staat [3] geacht wordt een opleiding te volgen in één centrum voor socioprofessionele inschakeling en één van de volgende voorwaarden [4] vervullen :

- over een beslissing van het "Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées" [5] (Waals Agentschap voor de Integratie van Gehandicapte Personen) beschikken en het voorwerp hebben uitgemaakt van een tegemoetkoming van dit agentschap;

- het slachtoffer zijn van een arbeidsongeval en een ongeschiktheid van minstens 30 % hebben;

- het slachtoffer van een beroepsziekte zijn geweest en een ongeschiktheid van minstens 30 % hebben;

- het slachtoffer van een ziekte of van een ongeval van gemeen recht zijn geweest en een handicap of een ongeschiktheid van minstens 30 % hebben;

- het slachtoffer van een ziekte of van een ongeval thuis zijn geweest en een blijvende ongeschiktheid van ten minste 30 % hebben;

- een inkomensvervangende tegemoetkoming of een integratietoelage genieten krachtens de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten,

- elke persoon opgesloten of geïnterneerd in een strafinrichting of een instituut voor sociale bescherming die binnen drie jaar in vrijheid gesteld of in beperkte detentie geplaatst kan worden of een voorwaardelijke invrijheidstelling kan genieten;

- elke persoon beschouwd als vreemdeling die op wettige wijze op het Belgisch grondgebied verblijft, overeenkomstig de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen en die beschikt over hoogstens een getuigschrift van het secundair onderwijs van de tweede graad of een gelijkwaardig diploma;

- als werkzoekende ingeschreven zijn en in aanmerking komen voor artikel 60, paragraaf 7, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

Opgemaakt te (nader te bepalen naam van de stad), op (nader te bepalen datum).

Ondertekening van de stagiair

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 februari 2014 tot uitvoering van de artikelen 5 tot 7 van het decreet van 10 juli 2013 betreffende de centra voor socioprofessionele inschakeling.

Namen, 13 februari 2014.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,

A. ANTOINE

Nota's

[1] De gepaste toestand aankruisen.

[2] Het getuigschrift secundair onderwijs tweede graad wordt afgeleverd aan het einde van het vierde geslaagde jaar van het secundair onderwijs.

[3] Over de lichamelijke geschiktheid en de vaardigheid die nodig zijn voor de uitoefening van de in het kader van de opleiding bedoelde activiteiten, beschikken.

[4] Indien u deze toestand heeft aangekruist, gelieve ook één van de 6 toestanden in cursieve letter die met u overeenstemmen, aan te kruisen.

[5] of van de Dienst van de Duitstalige Gemeenschap voor de gehandicapte personen, of het "Fonds bruxellois pour les Personnes handicapées" of het "Vlaams Fonds voor Sociale Integratie van Personen met een Handicap" voor de stagiairs uit een ander Gewest.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/201271]

15 OCTOBRE 2013. — Arrêté ministériel portant transfert de crédits entre les programmes 01 et 31 de la division organique 16 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2013

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,

Vu le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement wallon, notamment l'article 42;

Vu le décret du 19 décembre 2012 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2013, notamment les articles 05 et 25;

Vu le décret du 10 juillet 2013 contenant le premier feuillet d'ajustement du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2013;